

print

## Les menaces de guerre contre la Russie et la crise sociale aux Etats-Unis

De [Joseph Kishore](#)

Global Research, mars 28, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-menaces-de-guerre-contre-la-russie-et-la-crise-sociale-aux-etats-unis/5375654>

Une fois de plus, la population américaine est confrontée à une propagande guerrière à grande échelle. La crise en Ukraine, qui a été déclenchée par un coup d'Etat il y a un mois soutenu par les Etats-Unis et l'Europe, a été suivie par une campagne menée contre la Russie à propos du référendum sur la Crimée et comprenant des sanctions économiques et une menace de riposte militaire de l'OTAN.

La crise actuelle n'est que la dernière version en date de ce qui est devenu une caractéristique permanente de la vie aux Etats-Unis. Rien que l'été dernier, la population américaine avait été soumise à une fièvre belliqueuse fabriquée qui avait failli conduire à une campagne de bombardement contre la Syrie. Avant cela, c'était la Libye et on disait à la population qu'une action immédiate était nécessaire pour éviter une catastrophe « humanitaire ». Les menaces contre l'Iran et la Chine sont permanentes, et l'option d'une action militaire est toujours « sur la table. »

Depuis 25 ans, les Etats-Unis sont engagés dans une campagne de violence militaire mondiale qui a pris un caractère de plus en plus irresponsable et débridé. L'effondrement de l'Union soviétique en 1991, qui s'est accompagné de proclamations concernant la « fin de l'histoire » a été suivi d'une série d'interventions militaires, que ce soit de bombardements et d'attaques de drone jusque carrément des invasions : au Panama, en Irak, en Haïti, en Somalie, au Soudan, en Serbie, en Afghanistan, en Irak encore une fois, au Yémen, au Pakistan et en Libye.

L'incessante « guerre contre le terrorisme » proclamée après les attentats du 11 septembre a servi à justifier un alarmisme constant et la mise en place d'un cadre d'Etat policier.

A quelques variations mineures près, le scénario est répété à satiété : des médias hystériques diabolisent la toute dernière incarnation de Hitler ; des prétextes sont fabriqués et il y a des dénonciations hypocrites du président ; puis un certain nombre de membres du congrès exigent des mesures plus agressives. La moindre information susceptible de remettre en cause le récit officiel, comme le fait que les Etats-Unis collaborent avec des forces fascistes et antisémites en Ukraine, est ignorée.

Depuis le temps, la population est quelque peu immunisée à ce processus, et pourtant l'hystérie guerrière émanant de l'*establishment* politique ne fait que s'intensifier.

Le fait que le pays soit continuellement en guerre ou sur le point de partir en guerre est un phénomène politique et sociologique qui nécessite une explication.

Il faut, tout d'abord, tenir compte des impératifs géopolitiques et financiers de l'impérialisme américain. La classe dirigeante américaine voyait l'effondrement de l'Union soviétique comme une occasion d'exercer un contrôle illimité sur le monde entier. En politique étrangère, elle se comporte comme s'il était impensable qu'un

pays puisse avoir des intérêts qui ne seraient pas parfaitement alignés sur ceux des Etats-Unis. Tout gouvernement qui contrecarre leurs ambitions, y compris le contrôle des plus importants marchés et ressources, devient la cible potentielle d'une attaque, de subversion ou d'un changement de régime.

L'élément central de cette poussée continue vers la guerre est toutefois la situation sociale qui règne aux Etats-Unis. Ce climat de crise de guerre remplit une fonction bien précise, celle d'orienter la pression sociale existant à l'intérieur du pays vers l'extérieur, c'est-à-dire contre le tout dernier ennemi proclamé.

Certains indices donnent une image de l'état des relations sociales en Amérique cinq ans et demi après l'effondrement de 2008.

- -Officiellement, 10,5 millions de personnes sont au chômage aux Etats-Unis, mais ces chiffres officiels sous-estiment fortement l'ampleur de la crise de l'emploi. Au cours de ces cinq dernières années, 5,5 millions de personnes ont cessé de faire partie de la population active pour raisons économiques (et ne sont pas comptabilisées comme chômeurs). Le pourcentage de la population qui a un emploi n'a quasiment pas bougé depuis le moment le plus fort de l'effondrement économique de 2008-2009, alors que les allocations chômage déjà dérisoires ont été réduites drastiquement ou supprimées.
- -La pauvreté a atteint des proportions épidémiques. Elle a atteint ces dernières années des niveaux jamais vus depuis les années 1960. Un enfant américain sur sept vit dans la pauvreté ce qui classe les Etats-Unis 26<sup>ème</sup> sur 29 pays développés, selon les Nations-unies. Un pourcentage plus important d'enfants vit dans la pauvreté aux Etats-Unis qu'en Grèce qui est frappée par la crise. Environ 1,65 million de ménages (y compris 3,55 millions d'enfants) vivent avec moins de 2 dollars par jour et par personne.
- -La classe dirigeante réagit au moindre problème social en mettant les gens en prison. Les Etats-Unis emprisonnent un pourcentage bien plus grand de la population, et de loin, que n'importe quel autre pays au monde, 743 sur 100.000, soit plus de 2,3 millions de personnes. Environ un quart des prisonniers dans le monde se trouvent aux Etats-Unis, pays qui ne représente que 5 pour cent de la population mondiale.
- -Depuis des décennies, les salaires des travailleurs américains subissent des attaques constantes et la part des travailleurs dans le revenu national diminue régulièrement. Les consommateurs sont confrontés à de fortes hausses du prix des produits de base. Les familles sont criblées de dettes d'un niveau insoutenable du fait des cartes de crédit (avec un endettement moyen de 15.252 dollars pour les ménages endettés), des prêts étudiants (32.986 dollars) et des hypothèques (152.209 dollars).

La classe dirigeante exploite la crise économique pour procéder à une énorme redistribution de la richesse du bas vers le haut. Les bénéfices des sociétés atteignent des niveaux record tout comme ceux enregistrés à la bourse. Les 400 individus les plus riches possèdent actuellement 2,2 milliers de milliards de dollars, une augmentation de 500 milliards de dollars rien qu'entre 2012 et 2013. Le un pour cent au sommet a perçu 95 pour cent de l'ensemble des augmentations de revenus depuis 2009.

En matière de politique nationale tout comme en politique étrangère, les cinq dernières années représentent une escalade de processus qui ont des causes plus profondes. Depuis quatre décennies, la classe dirigeante est engagée dans un effort systématique pour inverser l'ensemble des précédentes réformes sociales et restrictions réglementaires relatives aux entreprises, en initiant par là une régression historique du niveau de vie de la grande majorité de la population.

La classe dirigeante elle-même assume un caractère de plus en plus criminel, amassant sa fortune grâce à la fraude, à la spéculation et au vol. La physionomie sociale corrompue de l'élite patronale et financière s'exprime tant dans la politique étrangère qu'intérieure, par la guerre, la contre-révolution sociale et le démantèlement des droits démocratiques.

Les considérables tensions sociales qui se sont constituées du fait de cette restructuration des relations de classes ne trouvent aucune expression politique et encore moins un débouché progressiste. L'Etat et ses organisations annexes, dont les médias, opèrent comme des filiales en propriété exclusive d'une impitoyable oligarchie financière qui devient de plus en plus criminelle.

Indépendamment de leurs objectifs géopolitiques, les actions militaires servent à détourner et à réguler les antagonismes de classe. La férocité du militarisme américain est l'expression de l'ampleur et du caractère insoluble de la crise du capitalisme américain. Elle souligne l'inévitabilité et la nécessité de son contraire : la révolution sociale.

**Joseph Kishore**

Article original, [WSWS](#), paru le 19 mars 2014

Copyright © 2014 Global Research